

Texte de Taina Tervonen

Publié en finnois dans Maailman Kuvalehti, octobre 2020

<https://www.maailmankuvalehti.fi/index.php/2020/5/pitkat/museot-yllapitavat-valkoisen-ylivallantarinaa>

Changer de regard

Le mouvement Black Lives Matter a mis en lumière l'histoire de l'esclavage et de la colonisation. Qu'est-ce que cela signifie pour les musées ?

« Les musées ne sont pas neutres. Ils ne sont pas séparés de leur contexte social, des structures du pouvoir et des luttes de leurs communautés. Et quand il semble qu'ils sont séparés, ce silence n'est pas de la neutralité, c'est un choix – le mauvais choix. »

Une semaine après le meurtre de Georges Floyd par un policier blanc à Minneapolis aux Etats-Unis, le Conseil international des musées (ICOM) a publié un communiqué étonnant par son engagement. C'était début juin, la planète entière se battait avec le Covid et les manifestations du mouvement Black Lives Matter, déclenchées par la mort de Floyd se propageaient dans plusieurs pays européens où la discrimination et les violences envers les Noirs sont tout aussi réelles qu'aux USA. Mais quel rapport y a-t-il entre les violences policières et les musées ?

« Il s'agit de la même chose », dit Dan Hicks, curateur au musée anglais Pitt-Rivers qui porte le nom d'un général de l'armée coloniale britannique du 19ème siècle, également ethnologue et archéologue, et collectionneur d'objets culturels. Le musée constitué à partir de ses collections fait aujourd'hui partie de l'université d'Oxford où Hicks enseigne.

« Les musées ethnographiques comme celui de Pitt-Rivers sont une preuve vivante de la violence héritée de l'époque coloniale », enchaîne Dan Hicks. « Ils sont fondés sur l'idée d'une suprématie blanche et de la domination des autres cultures. La simple existence du musée est une continuité de cette violence. »

Hicks fait remarquer que ce lien est établi par les manifestants eux-mêmes, pas par lui.

Il n'a pas tort. Le 6 juin 2020, la statue de Jean-Baptiste Colbert à Paris est aspergée de peinture rouge. Ministre de Louis XVI, Colbert était l'auteur du Code noir, régissant la législation concernant les esclaves. Le même week-end de juin, la statue de l'esclavagiste Edward Colston est jetée à l'eau à Bristol, en Angleterre. Le lundi suivant, celle de Henry Dundas est couverte de graffitis à Edinbourg, en Ecosse – Dundas avait milité contre l'abolition de l'esclavage. Le mardi, une statue du roi Léopold II est déboulonnée dans un parc d'Anvers en Belgique. On se souvient de lui comme d'un tyran ayant régné sur le Congo. Le même jour, le maire de Londres Sadiq Khan décide de déplacer la statue de l'esclavagiste Robert Milligan, alors qu'à Oxford des manifestants exigent que celle de Cecil Rhodes, ministre des Colonies, soit déboulonnée. Le samedi, cinq hommes se saisissent d'un poteau funéraire originaire du Tchad actuel au musée du Quai Branly et le portent vers la sortie en criant : « Cet objet nous a été volé pendant la colonisation ! Nous le ramenons à la maison ! »

En moins d'une semaine, l'histoire commune de l'Europe et de l'Afrique, faite d'esclavage et de colonisation, devient visible. C'est une histoire violente, souvent passée sous silence. Elle m'est familière parce que je suis allée à l'école au Sénégal. J'ai appris par cœur les noms des résistants africains, les noms de leur royaume et de les dates de leur règne. Mes enfants nés en France apprennent une autre version de l'histoire, une version où la domination exercée sur plusieurs siècles est résumée en quelques pages. On n'y parle guère de résistance, et la logique coloniale est expliquée à travers des analyses économiques. En les interrogeant sur leurs leçons, je ne peux m'empêcher de penser : c'est une version tellement blanche de l'histoire.

Dan Hicks se souvient précisément du moment où il a compris ce que voulait dire « être Blanc ».

C'était en novembre 2015. Au début de cette année-là, un mouvement appelé Rhodes Must Fall et réclamant le déboulonnage des statues de l'ancien ministre des Colonies était né au Cap, en Afrique du Sud. A l'automne, les revendications s'étaient élargies à l'Angleterre. En novembre, un message visant le musée de Hicks est apparu sur Twitter : « Le musée Pitt-Rivers est un des endroits les plus violents d'Oxford. »

Dan Hicks se souvient avoir sursauté. Comment était-ce possible de formuler les choses ainsi ? « Pour la première fois, j'ai compris que toute la violence et la domination que ces statues symbolisent dehors, dans l'espace public, sont aussi présentes à l'intérieur des musées », se souvient Hicks. « C'est comme si je regardais dans les yeux quelque chose que j'avais seulement aperçu du coin de l'oeil jusque là. »

Le curateur est un homme britannique blanc qui n'a jamais eu à faire à la violence, qu'elle soit coloniale ou policière. Après le Tweet, il s'est mis à réfléchir différemment à son rôle de curateur. Les musées ethnographiques ont été créés en Europe à la fin du 19^{ème} siècle, pendant l'époque dorée du colonialisme. Les pays européens menaient alors une course à la conquête en Afrique et en Asie, et les musées servaient de vitrine destinée au grand public, mettant en scène la puissance de l'empire, remplie de butins de guerre provenant des territoires conquis.

« On parle souvent de primitivisme, mais la vérité, c'est que ces musées servaient avant tout à construire l'idée d'une suprématie blanche : l'idée que les Blancs sont supérieurs à toutes les autres 'races'. »

L'histoire racontée par les musées n'a pas changée depuis, souligne Hicks.

« Il ne suffit pas de débarrasser les vitrines des crânes et des autres restes humains avec lesquels cette idée était mise en scène. Les objets culturels racontent exactement la même histoire. »

Hicks prend comme exemple les bronzes du Bénin. En 1897, les troupes britanniques ont détruit le palais royal de Benin City, situé sur le territoire de l'actuel Nigéria, et ont dérobé des centaines d'objets de bronze dont une partie a été vendue aux enchères, une autre partie déposée au British Museum. Selon les recherches de Hicks, les objets sont aujourd'hui éparpillés entre 159 musées et galeries, dont seulement onze sont situés en Afrique.

« Chacun de ces objets est une preuve de la destruction d'une culture vivante. Pourquoi autant de musées dans le monde souhaitent toujours raconter cette histoire ? »

Nous sommes fin juillet, deux mois se sont écoulés depuis le meurtre de George Floyd. La chaleur est écrasante à Bordeaux, dans le Sud-Ouest de la France.

« Contrairement à ce que l'on pense souvent, les esclaves avaient de la valeur. Des sommes importantes pouvaient être dépensées pour les acquérir. »

Les mots du guide résonnent dans la pénombre de la salle, traversée par une enfilade de maquettes de voiliers. De la fin du 17^{ème} jusqu'au début du 19^{ème}, ce genre de navires sillonnaient l'Atlantique, partant de Bordeaux vers les côtes ouest-africaines, puis de là vers les Amériques, puis des Amériques vers la France. Les armateurs de la ville ont vendu environ 120 000 à 150 000 esclaves africains sur les plantations antillaises, surtout à Saint Domingue, l'actuel Haïti. Ces trois salles du Musée d'Aquitaine évoquent cette période de grande prospérité pour la ville. Le long de la Garonne, d'imposants bâtiments en pierres témoignent toujours de cette époque.

« Jusqu'à 80% du capital d'un propriétaire de plantation pouvait être constitué d'esclaves », enchaîne le guide.

Sur les bancs le long du mur, quatorze jeunes adultes écoutent en silence. Deux têtes se mettent à dodeliner dans la pénombre. Puis Zoul, 20 ans, lève la main.

« Comment pouvez-vous parler de la valeur d'un esclave ? Comment peut-on donner une valeur à un être humain ? »

« Je parle ici de la valeur marchande », précise le guide. « Par exemple, si un navire pouvait transporter 300 esclaves, il fallait qu'il quitte la France avec à son bord de la marchandise équivalent à la valeur de 300 esclaves. »

Zoul continue : « Je comprends, mais je veux dire : on ne peut pas mesurer la valeur d'un être humain avec de la marchandise, même si ce sont des diamants. »

« C'est vrai », répond le guide. « C'est ce qu'on pense aujourd'hui. Mais le commerce triangulaire était basé sur l'idée que la valeur de certaines personnes était définie uniquement par leur force de travail. »

L'ambiance dans la salle est tendue, même si personne ne réagit. Les récits du guide sur l'esclavage ont un côté étrangeté distant, comme une analyse froide et clinique, comme si le fait de piétiner la dignité d'un être humain pouvait être réduit à un calcul économique sous prétexte que *c'est ainsi qu'on pensait à l'époque*.

Pendant la pause déjeuner, Zoul revient sur la scène. « Le guide ne comprenait pas ce que je voulais dire. Si une vie humaine doit avoir une valeur, ça ne peut pas être définie de cette façon. »

Les jeunes sont arrivés à Bordeaux avec l'association Alter-Natives. Ils ont une semaine pour explorer l'histoire coloniale de la ville et s'en inspirer pour écrire des courts-métrages. Ils habitent dans les quartiers nord de Paris et dans des banlieues environnantes – des endroits qui dans l'esprit de beaucoup de Français traînent une mauvaise réputation. Plusieurs de ces jeunes sont habitués au fait que la police peut les contrôler n'importe où, n'importe quand. Tous sauf deux sont noirs. Je pense à la question de Zoul, et je me demande si le guide s'était déjà demandé comment sa présentation sur la valeur des esclaves pouvait être ressentie. S'était-il déjà demandé si ses mots pouvaient heurter, s'ils pouvaient faire mal, à un endroit déjà marqué par des traces d'autres coups reçus ?

« On est maladroits, on fait des erreurs, on dit des bêtises. »

Katia Kukawka, directrice adjointe du Musée d'Aquitaine admet que les pratiques des musées ne peuvent pas changer du jour au lendemain, même quand la volonté est là. Début juin, quand les manifestations Black Lives Matter se propageaient en Europe, le musée a tweeté : « Nous devons poursuivre le travail d'éducation et de transmission de l'histoire des traites et des esclavages, à Bordeaux en particulier. Continuons collectivement à décoloniser nos musées. »

Par « décoloniser », Katia Kukawka désigne la remise en question des pratiques existantes du point de vue des personnes racisées.

« Nous devons passer en revue les textes des cartels et les mots que nous utilisons dans notre musée. Nous devons reconnaître ce qui peut être blessant. Mais ce n'est pas facile. Toute notre équipe est blanche, et le recrutement se fait sur concours. Le résultat, c'est que nous représentons presque tous la même classe sociale : celle où les parents ont les moyens de payer des études supérieures à leurs enfants. Et il est difficile de voir une violence dont on n'est pas victime soi-même. »

La directrice adjointe a compris le poids de l'héritage colonial et du racisme en résidant pendant plusieurs années en Guyane française et au Cap-Vert. Après ces années, elle n'a plus abordé les réalités de la métropole de la même façon. Dans une France qui se veut républicaine et qui clame la liberté, l'égalité et la fraternité, il reste difficile d'évoquer la couleur de la peau. La réalité, pourtant, ressemble moins à la devise républicaine qu'à cette phrase-ci : « Nous sommes tous égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres. » C'est peut-être la raison pour laquelle peu de musées français ont réagi au mouvement Black Lives Matter. A Bordeaux aussi, le Tweet a été mûrement réfléchi.

« Nous ne voulions pas être moralisateurs. La violence policière existe aussi en France, mais en tant que musée, nous n'avons jamais pris position sur les réseaux sociaux. »

Pourquoi cette fois-ci alors ?

« Il s'agissait d'un mouvement international, et cette cause est importante pour nous. Nous avons déjà organisé une rencontre avec l'association La Vérité pour Adama. »

Adama Traoré était un jeune Français noir de 24 ans, mort en juillet 2016 lors de son interpellation par la police. Depuis, sa famille exige que les policiers soient jugés.

Kukawka se souvient de ce débat dans une salle bondée, avec des chercheurs, des activistes et des citoyens ordinaires, dans une ambiance qu'elle qualifie d'intense et de touchante. Elle souhaiterait que la multiplicité de voix qu'il y avait dans la salle ce jour-là devienne la norme dans son musée, même si ce n'est pas gagné d'avance.

« Ce qui m'effraie parfois dans ces sujets, c'est la virulence des réactions qu'ils peuvent susciter. »

Sur la table, un inventaire manuscrit dans une reliure en cuir est ouvert sur la page « Esclaves ». L'inventaire contient tous les biens meubles et immeubles d'un propriétaire de plantation qui désire vendre ses biens. Un prix a été fixé pour chaque esclave.

« Cet inventaire date du début du 19^{ème} siècle », explique l'archiviste des Archives municipales de Bordeaux. « C'est pour cela que vous y trouverez des mots comme nègre ou négrillon, qui sont aujourd'hui des insultes. Ce sont des mots qui peuvent faire mal. Je les utiliserai quand je citerai ce document, parce que nous faisons ici un travail d'historien. Cela ne signifie pas que j'accepte l'utilisation de ces mots dans un autre contexte. »

Le propos préliminaire de l'archiviste détend immédiatement l'atmosphère dans la pièce. Rassemblés autour de la table, Zoul, Ahmed, Aminatou et Sarah se penchent sur les détails de l'inventaire, déchiffrent les liés et les déliés vieux de deux cents ans. Plus tard, ils évoquent la visite avec enthousiasme. Il s'est passé quelque chose là-bas : ils ont été *vus*.

« Heureusement que nous avons les jeunes ! »

Nanette Snoep est hollandaise et répond au téléphone à Cologne où elle dirige le musée Rautenstrauch Joest Museum – Kulturen der Welt. Avant, elle a travaillé dans plusieurs musées en France et en Allemagne, dont le musée Quai Branly à Paris. Cela fait des années qu'elle plaide pour le retour des objets volés pendant l'époque coloniale. Les revendications des manifestants de Black Lives Matter l'ont enchantée.

« C'est génial que les jeunes fassent pression ! Cela me permet de dire aux décideurs : Voyez, si vous voulez avoir des visiteurs dans dix ans, il faut écouter ce qu'ils disent ! »

Snoep dit que son rôle en tant que directrice est d'ouvrir les portes de son musée au plus grand nombre. C'est loin d'être simple, elle admet.

« Il s'agit de renoncer à du pouvoir. Cela se fait toujours dans la douleur. Je sais que j'amène aussi des conflits et des malentendus au musée. »

Pourtant, Snoep est convaincue que c'est cette direction qu'il faut désormais prendre. C'est comme pour la restitution des objets : ça ne se discute pas.

« Dans ces discussions, il est souvent question de racisme pur, c'est tout. Par exemple quand on doute de la capacité des Africains à prendre soin des objets. De quel droit nous allons imposer nos conditions ? » elle souffle.

« Ce genre de choses m'enragent – vous l'entendez bien dans ma voix ! »

Je l'entends, en effet. Je ne peux pas voir le visage de Snoep quand elle parle, mais à l'écouter, j'imagine qu'elle est prête à fusiller du regard tous ceux qui diraient que les Africains ne savaient pas vraiment qu'ils produisaient de l'art quand ils sculptaient un masque en bois, un de ces masques qui ont ensuite inspiré Picasso. C'est le genre de choses qu'on peut toujours entendre dans le monde de l'art quand on aborde les restitutions.

Le débat a lieu en ce moment dans plusieurs pays européens. L'Allemagne a créé une instance pour faciliter les négociations entre les musées et les Etats demandant les retours. En France, le président Emmanuel Macron s'est prononcé pour les restitutions. Dans leur rapport publié en 2018, l'historienne de l'art française Bénédicte Savoy et l'économiste sénégalais Felwine Sarr recommandent le retour de tous les objets pris par les armées coloniales et les ethnologues. Nanette Snoep dit que la propriété des objets doit être repensée.

« Le musée est simplement un lieu où on prend soin des objets jusqu'à ce qu'un pays ou un peuple les réclame. Les objets doivent pouvoir circuler librement, de même que les humains. »

En ce moment, la directrice prépare des restitutions au Cambodge, en Nouvelle-Zélande, en Tanzanie et en Namibie. Auparavant, elle s'était occupée de restitutions de restes humains.

Je demande à Nanette Snoep comment elle, une Hollandaise blanche, en est arrivée à penser ainsi.

« Je me suis intéressée à l'histoire de l'esclavage très tôt. Peut-être qu'en tant qu'enfant de parents juifs, j'avais besoin de m'approcher de ces sujets par un autre contexte que celui de la Shoah. Quand je faisais mes études à Paris, plusieurs de mes amis proches étaient des Togolais. J'ai vu, à travers

leur quotidien, ce qu'était le racisme. Toutes ces petites humiliations, une accumulation de petites choses... Et ça se prolongeait dans les musées. J'ai vu par exemple comment des objets étaient cachés quand une délégation africaine arrivait sur place – pour que surtout personne ne réclame rien ! »

La colère pointe de nouveau dans sa voix.

La semaine à Bordeaux se termine. Ahmed, Sevin et Bamba finalisent leur scénario sur Henri Gaden, un général français qui a servi dans l'armée coloniale en Afrique de l'Ouest. A 59 ans, Gaden a décidé de s'établir à Saint-Louis avec sa femme sénégalaise, a appris le pulaar et s'est mis à traduire des épopées de cette langue vers le français. Gaden était aussi photographe amateur et a réalisé des centaines de clichés dont une partie est aujourd'hui dans les archives municipales de Bordeaux. Sur les photos, il y a des scènes du quotidien, des paysages, des visages rieurs. Aux gestes et aux regards des personnes photographiées, on devine une proximité avec le photographe. C'est étonnant quand on sait que seulement quelques années plus tôt, le même homme menait les troupes dans une lutte acharnée contre les chefs locaux.

Ahmed, 20 ans, a longuement observé les clichés. Il s'est demandé quand et pourquoi le regard de Gaden a changé.

« Je n'ai pas trouvé de réponse précise dans les archives. Peut-être qu'il n'y en a pas. Mais quand je lis les lettres de Gaden à son frère, écrites pendant ses premières années en Afrique, et que je les compare à ces photos qui ont été prises plus tard, c'est clair qu'il s'est passé quelque chose pour lui. Il ne regarde plus les Noirs de la même façon. »

Peut-être est-ce là le cœur de cette histoire : dans le regard, dans le fait d'être vu. Le meurtre de George Floyd a rendu la violence raciste indiscutable parce que les vidéos prises au moment des faits la montre exactement telle qu'elle est : comme une mise à mort froide et arbitraire. Les musées sont des endroits où l'on se rend pour regarder. Peut-être que quand nous comprendrons vraiment ce que nous regardons, quelque chose pourra enfin changer.